

# Documents

50, rue de Laborde – 75008 Paris – 0033 (0)1 43 87 90 40 – [revue@bild-documents.org](mailto:revue@bild-documents.org)

## Lettre aux lecteurs de *Documents* (1945-2009)

Erik Bettermann, Dominique Bourel, Gérard Foussier, Franz Schoser, Volker Stehmann  
(Membres du Comité de direction des revues *Documents* et *Dokumente*)

Mai 2009

### Un dernier mot

### Un dernier mot ?

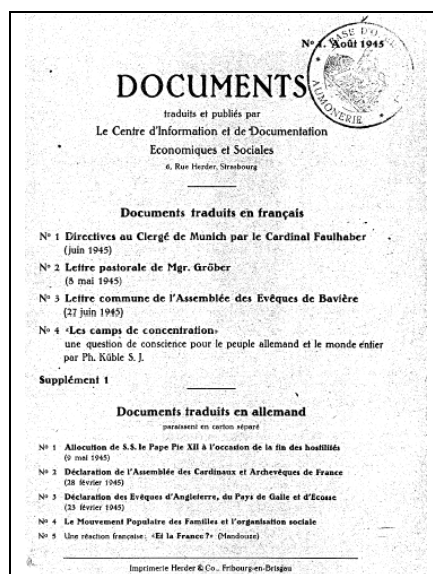
**Cette lettre d'information, qui se substitue au numéro 2009/03 de la revue, est en quelque sorte un faire-part de décès pour annoncer la disparition brutale, à l'âge de 64 ans, d'un des plus vieux acteurs de la réconciliation et de la coopération franco-allemande. *Documents* n'est plus.**

Il serait facile de dénoncer la crise financière, la routine des relations franco-allemandes, voire l'indifférence de certains milieux politiques. Les raisons sont plus subtiles, mais une chose est sûre : la situation budgétaire de *Documents* ne permet plus désormais de poursuivre la parution de la revue – à moins d'un sursaut, qui assurerait, ne serait-ce qu'à moyen terme, de mettre *Documents* sur de nouveaux rails du dialogue franco-allemand.

Comme le souligne Marie-Sophie Guisse, dans un mémoire publié en 2002 sous le titre « *Naissance et émancipation d'une revue* », *Documents* a connu de nombreuses évolutions au cours de son histoire. Conçue dès 1945 pour que les Français apprennent à ne plus craindre l'Allemagne après la défaite nazie, elle est devenue au fil des ans non plus seulement une « *Revue des questions allemandes* », mais aussi une « *Revue du dialogue franco-allemand* », comme sa consœur

*Dokumente* à Bonn. Réalisée à l'origine sous l'autorité des réseaux catholiques, elle a poursuivi le dialogue intensément intellectuel dans les milieux universitaires et associe désormais chercheurs, experts et journalistes dans un même effort d'information sur ce qui rapproche (et sépare) Français et Allemands. La revue a donc toujours pris garde de gérer sa mutation et son adaptation aux incessants changements de la société et des rapports bilatéraux. Un véritable défi.

La première structure créée en 1945 à Offenbourg s'appelait le



*Centre d'Information et de Documentation Economiques et Sociales* (CIDES) avant de devenir l'année suivante le *Centre d'Études Culturelles, Économiques et Sociales* (CECES). Ce Centre devient bicéphale en 1949 – sous le nom de *Bureau International de Liaison et de Documentation* (B.I.L.D.) en France et *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit* (GÜZ) en Allemagne.

## EN GUISE DE PRESENTATION

Notre but en publiant ces divers documents est uniquement de servir et de renseigner de part et d'autre sur les faits et gestes de l'un et de l'autre.

Nous ne voulons pas prendre parti, nous désirons simplement éclairer les uns et les autres par des textes et permettre un jour venant de commencer à parler.

Nos publications sont simplement un instrument de travail, une information. Si l'on veut savoir ce qui se passe de l'autre côté du mur, il est généralement nécessaire de regarder par dessus.

L'Eglise est le seul corps social qui, en Allemagne, demeure constitué et qui lutte énergiquement contre le nazisme. Si bien que dans les prochains mois elle aura un rôle considérable à jouer. Elle seule est actuellement en état de faire entendre sa voix, c'est donc elle qui nécessairement nous fournira le meilleur de notre documentation.

Nous nous proposons donc chaque mois de publier, traduits en français, un certain nombre de documents allemands et inversement de publier en allemand des documents français.

J. du RIVAU.

**Avertissement.** En principe nous servirons aux personnes de langue française seulement les documents traduits de l'allemand. Les personnes qui désireraient l'ensemble de nos publications nous en feront la demande.

**Anecdote**

Nommé aumônier militaire auprès de la garnison française stationnée à Offenbourg, c'est dans cette ville proche de la frontière franco-allemande que le Père Jean du Rivau assiste à la dure réalité de la vie quotidienne dans une Allemagne vaincue, détruite et ruinée. Dans un article consacré au Père jésuite, Michel Guervel raconte une anecdote qui a presque valeur de parabole : faute de pouvoir en vérifier l'authenticité, on se contentera d'en résumer deux versions souvent citées : Jean du Rivau aurait rencontré un soldat français communiste désireux de traverser le Rhin de Ludwigshafen vers Mannheim pour voir s'il y a d'autres communistes de l'autre côté. L'autre version fait état d'une rencontre de deux soldats sur ce même pont, se saluant en sifflant l'Internationale. « *Pourquoi laisser aux seuls communistes le privilège de renouer le dialogue entre Français et Allemands ?* », se serait demandé l'aumônier. Ce sera le début d'une belle aventure, avec la publication des revues *Documents* et *Dokumente*, mais aussi, un peu plus tard, l'envoi d'enfants de réfugiés allemands dans des familles françaises.

Créée dans un esprit d'ouverture fortement marqué par les chrétiens (et surtout les catholiques), avec pour auteurs des religieux essentiellement, la revue *Documents* a rapidement instauré le dialogue avec les laïcs en nommant dès 1950 Jean-Jacques Baumgartner à la tête de la rédaction, un Alsacien qui saura avec plusieurs personnalités faire entrer la publication dans un processus de sécularisation. L'indépendance éditoriale a un prix, lorsque le seul bénévolat ne suffit pas à faire vivre une publication, que ce soit vis-à-vis de l'Église dans les premières années ou du gouvernement ces dernières décennies. *Documents* a toujours su convaincre ses partenaires financiers qu'elle savait faire la différence entre propagande et

information et c'est donc dans un respect mutuel que le Quai d'Orsay accordait jusqu'ici une subvention qui permettait à la plus ancienne des publications franco-allemandes de survivre. Certes, nous avons pris note des déclarations de Nicolas Sarkozy en 2007 dénonçant toute « *mentalité d'assistés* » dans la société française, mais nous avons la naïveté de croire que personne ne pouvait supposer un seul instant que la publication d'une revue aussi traditionnelle que *Documents* puisse désormais être régie exclusivement par les règles mercantiles du privé.

Inutile de chercher l'exception qui confirme la règle : jamais *Documents* ne s'est donné pour mission de polémiquer, même lorsque des tensions entre Paris et Bonn, aujourd'hui Paris et Berlin, annoncent, parfois abusivement, le divorce du couple franco-allemand. Ce n'est pas dans l'agonie que nous allons encourager la polémique.

Mais nos lecteurs, et surtout nos abonnés, ont droit à des explications. Les faits, et eux seuls, nous autorisent à traduire notre forte déception, symptomatique peut-être d'un nouvel état d'esprit entre les deux capitales, mais qui contraste singulièrement avec les discours politiques dithyrambiques tenus régulièrement à la seule vue d'une caméra ou d'un micro pour squatter les gros titres des journaux télévisés ou les premières pages des quotidiens.

\*

On cherche vainement les circonstances atténuantes : alors que la publication de *Documents* et *Dokumente* s'inscrit dans un contexte de parité, les subventions accordées par Berlin ont toujours été plus élevées que celles allouées par Paris. *Documents* avait su trouver quelques moyens pour supporter cette différence et avait toujours soigneusement évité de montrer du doigt cette douloureuse disparité. Deuxième constatation : alors que les demandes de dotations s'inscrivaient dans une

logique de routine, compte tenu des sommes relativement modestes (par rapport à Berlin et à d'autres activités), quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre seulement en avril 2009 (*deux-mille-neuf !*) que la demande formulée pour 2008 (*deux-mille-huit !*) serait accordée, mais au prix d'une réduction d'environ 60%, qui fait que Paris ne verserait plus désormais que l'équivalent d'environ 20% de la somme promise par la partie allemande. L'annonce de cette décision constitue un arrêt de mort pour la revue, incapable dorénavant de combler les

déficits accumulés et à prévoir. Mais il y a plus décevant encore : ni notre demande pour 2008, adressée au secrétaire d'État en charge des questions européennes (et secrétaire général des relations franco-allemandes) au ministère des Affaires étrangères, ni la relance formulée à la nomination d'un successeur en décembre 2008, n'ont fait l'objet d'une réponse écrite : pas même un accusé de réception. Pas un message, pas une phrase, pas un mot. Un point seulement. Le point final qui condamne *Documents* à la disparition.

### Et maintenant ?

Nous ne nous sentons pas l'âme suffisamment pirate pour crier publiquement « *Haut les mains !* » à ceux qui affirment vouloir nous aider financièrement dans notre initiative. Mais nous ne baisserons pas les bras pour autant. Nos lecteurs ont droit à cette information que la revue propose sans discontinuer depuis 64 ans.

Soucieux de ne pas subir l'affront de critiques faciles nous reprochant une certaine forme de romantisme routinier, nous envisageons de mettre notre volonté d'innovation en exergue. *Dokumente* publiera à l'automne un numéro spécial, bilingue, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'Allemagne et des vingt ans de la Chute du Mur de Berlin. Cette rétrospective, basée sur les seules analyses publiées par les deux revues depuis 1949, sera un « *document* », un outil de travail, une référence.

Nous espérons que cette nouvelle formule, qui pourrait être prolongée en 2010 par la réalisation d'une revue commune, trouvera l'aval de nos lecteurs français et allemands. D'aucuns diront haut et fort que la disparité du soutien financier entre Paris et Berlin ne grandit pas l'image de la politique culturelle française à l'étranger et que le décalage entre les discours et les actes est flagrant. Il suffit de constater que les budgets culturels du Quai d'Orsay subissent actuellement des baisses sans précédent.

Dans de nombreux autres domaines, Paris a pris l'habitude de vanter et formuler les grandes idées que Berlin en fin de compte est censé financer. Les choix politiques, surtout lorsqu'il s'agit de choix nationaux, sont tels qu'ils sont. Mais après 64 années de coopération bilatérale intense, ces choix ne peuvent être unilatéraux.

Ensemble, mais chacun pour soi ? Peu de couples surmontent la suprématie ou l'individualisme d'un partenaire. En tout cas, ce n'est pas notre conception du dialogue.

